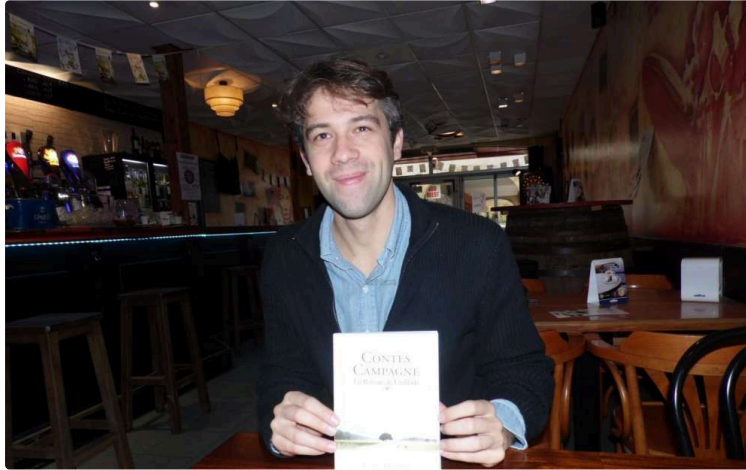


Lettre de Romain Duport aux candidats à la présidence

Bilan intermédiaire



Lettre de Romain Duport aux candidats à la présidence

A ce jour Jean Lassale lui a longuement répondu la réponse a été intégralement publiée sur" lejournaldugers.fr" le 10 avril dernier . Nathalie Arthaud et François Asselineau lui ont également répondu Benoit Hamon s'apprête à le faire Emmanuel Macron semble avoir d'autres chats à fouetter.

Réponse Nathalie Arthaud :

Monsieur,

J'ai bien reçu votre courrier m'interpellant sur « la France des campagnes » et me faisant part de vos inquiétudes pour l'avenir, que ce soit celui de son agriculture, ou de la désertification médicale, ou de l'emploi, ou des services publics,

Et bien sur ce sujet, il me semble que l'Etat qui devrait montrer l'exemple, fait le contraire et par sa politique participe à ce qui est plus qu'un sentiment d'abandon, mais un abandon pur et simple des territoires ruraux.

Je n'ignore pas une évolution qui voit l'Etat, au prétexte de décentralisation, se débarrasser de compétences qu'il assumait, sans compenser financièrement ce désengagement.

Alors oser affirmer comme le fait le gouvernement que cette politique de désengagement améliorera par exemple « l'offre de services au public » est une tromperie. Pour ma part, en matière de territoire, je me fais plutôt l'écho des préoccupations des maires ruraux qui voient à juste titre cette politique de désertion de l'Etat comme une attaque contre les services rendus à la population, qui par ailleurs paie toute sorte d'impôts sans vraiment en apprécier l'utilisation concrète dans son quotidien.

Je suis donc pour que l'Etat finance entièrement les nouveaux pouvoirs qu'il a confiés aux collectivités locales.

Et pour ce qui est de « l'intercommunalité » par exemple, si l'État incite les communes à fusionner, cela traduit bien plutôt la volonté des gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, de faire à terme des économies : moins de communes, c'est aussi moins de secrétaires de mairie, moins d'ouvriers d'entretien, etc. Quant aux effectifs de la fonction publique territoriale, je ne participe pas à cette course à l'échalote qui ferait des « fonctionnaires » la cible d'économies budgétaires, que je condamne.

Je suis bien consciente que je n'ai pas répondu dans le détail à toutes vos préoccupations mais je tiens à affirmer que si les gouvernements voulaient réellement lutter contre la désertification des campagnes, ils ouvriraient au contraire les crédits aux collectivités pour qu'elles investissent, dans des maisons de santé par exemple ! Ils maintiendraient tous les services publics d'Etat sur l'ensemble du territoire. Et en matière d'éducation, il arrêterait de fermer des classes, de supprimer des postes.

En fait de « réforme territoriale » on a affaire à une vraie « régression territoriale » qui s'inscrit dans la politique d'économies budgétaires, qui concerne tout autant les collectivités que les services de la Santé ou ceux de l'Education.

Pourtant en ce temps de crise, il est encore plus vital pour les classes populaires que l'argent public serve aux catégories les plus fragiles de la population et à créer les emplois indispensables au bon fonctionnement de la société, au lieu d'être ponctionné aux communes via notamment le CICE pour remplir la poche des actionnaires des sociétés et alimenter la spéculation financière.

Et mettre fin à l'asphyxie financière des communes nécessite de s'attaquer au système capitaliste qui asphyxie l'ensemble de la société. Recevez, Monsieur, mes sincères salutations. Nathalie Arthaud

Réponse de François Asselineau rédigée par Alexandre Risso, collaborateur de Monsieur Asselineau.

Monsieur,

Nous avons bien pris connaissance de votre missive et nous vous en remercions. Vos questions sont légitimes. La Grande Gascogne m'est aussi une terre très chère. Chaque été je me rends non loin de Bergerac, à Maurens. Et je veux vous dire combien je partage votre amour mais aussi votre indignation.

Le programme de l'Union Populaire Républicaine revêt néanmoins un attachement fort aux communes de France, à l'inscription du maillon démocratique qu'elles représentent dans la Constitution, il est donc essentiel pour nous qu'elles soient protégées dans leurs caractéristiques propres, tel que vous semblez le préconiser.

Parce que les fusions de communes et de régions sont décidées non pas par les français mais par l'Union européenne, et que celle-ci, ce faisant, condamne les premiers maillons de l'expression démocratique française, et impose aux français des lois non voulues, comme la loi NOTRÉ. Pour cette raison, et d'autres que nous détaillons dans notre programme, François Asselineau s'engage dès son arrivée aux fonctions, à sortir la France de l'Union européenne, qui est la seule manière pour les français d'obtenir l'abrogation de la loi NoTRÉ.

Le niveau des Dotations Globales de Fonctionnement sera réajusté à son niveau d'avant 2014, et les Conseils Départementaux reprendront leur mission axée sur le territoire.

Prévoyant des économies de bon sens de l'ordre de 70 milliards d'euros annuels, sans jamais s'en prendre aux économies des ménages français, ces dépenses qui sont elles aussi de bon sens sont possibles, n'en déplaisent à tous les autres candidats qui veulent imposer à notre pays l'austérité.

Nous vous indiquons également que nous instaurerons le référendum d'initiative populaire: sous couvert de la validation de la constitutionnalité de la question posée, si cinq cent mille citoyens déposent leur signature en mairie, cette question sera posée comme référendum à l'ensemble de la population. Fort de votre réseau, vous seriez un acteur privilégié pour faire connaître vos points de vue à l'ensemble des français, qui pourront accepter ou refuser vos propositions qui sont, encore une fois, légitimes à être débattues dans l'espace démocratique. Dans le cadre de cette élection présidentielle, nous vous invitons chaleureusement à découvrir notre programme et nos analyses sur notre site internet www.upr.fr Salutations républicaines.

En attente de la réponse Hamon Romain Duport dresse le bilan actuel

J'ai réalisé une nouvelle relance mais cette fois j'ai mis en copie un représentant local. L'équipe de Benoît Hamon m'a annoncé qu'une réponse était en préparation. L'équipe d'Emmanuel Macron m'a averti qu'aucune réponse ne sera apporté l'agenda de Monsieur Macron étant surchargé. Ils m'ont invité à interroger Sylvie Theye. Je leur ai donc dit que je connaissais très bien Sylvie qui fut notamment ma mandataire financier lors des dernières sénatoriales mais que seules les réponses des candidats ou de leur entourage de campagne étaient prises en compte.

Visiblement, certains candidats se mettent en marche vers le Gers mais tel n'est pas le cas de Monsieur Macron.

B